

Le discours du trône comporte une autre omission importante: il passe sous silence les relations fédérales-provinciales. Je ne propose pas en cela d'entrer dans les détails de la controverse relative aux responsables de l'échec de la conférence de 1946, mais j'en parle parce que s'impose la tenue d'une nouvelle conférence fédérale-provinciale en vue d'étudier et de régler les questions restées en suspens à la dernière conférence.

La situation est devenue confuse et les ressources financières des provinces ont été de plus en plus grevées par suite de la monopolisation par le gouvernement fédéral de tous les principaux domaines fiscaux. Il devient de plus en plus difficile pour les provinces de faire face à leurs obligations légitimes, sans recourir à des modes d'imposition anormaux et impopulaires.

Il y aurait beaucoup à dire sur la question de savoir qui doit être blâmé de l'insuccès de la conférence de 1946. Je n'entre pas le détail, je le répète, car la question a déjà été étudiée à fond. Toutefois, il est deux citations dont la Chambre voudra bien tenir compte en cherchant sur qui faire peser le blâme. Presque toutes les provinces réclament actuellement la reprise des relations fédérales-provinciales. Si elles avaient elles-mêmes mis fin à la conférence, le Dominion aurait peut-être raison de leur dire aujourd'hui: "Nous ne reprendrons pas la conférence tant que vous ne modifierez pas votre attitude." Mais il n'en est rien. C'est le Dominion qui a mis fin à la conférence et c'est lui qui doit assumer tout le blâme. C'est lui qui doit modifier son attitude et c'est lui qui doit convoquer une autre conférence.

L'une des deux citations que je désire souligner renferme les paroles prononcées par le premier ministre d'Alberta, M. Manning, et qu'on peut lire à la page 590 du compte rendu officiel de la conférence fédérale-provinciale. Le 1er mai, alors que la conférence discutait les dernières propositions du gouvernement fédéral soumises par le ministre des Finances ainsi que le discours prononcé par le ministre au sujet des propositions des provinces, M. Manning a dit:

La réponse énergique et absolument négative qu'a donnée M. Ilsley ce matin a causé une déception amère et surprenante.

On pourrait dire que M. Manning était un observateur partial; c'est pourquoi je préfère m'appuyer sur la déclaration d'un homme qui, parmi les gouvernements provinciaux à tendances conservatrices, les gouvernements provinciaux à tendances libérales et le gouvernement fédéral libéral pouvait être tenu pour observateur impartial. J'ai nommé le premier ministre C.C.F. de la Saskatchewan, qui est tout à fait neutre. M. Douglas, en parlant de

la même déclaration du ministre des Finances, qui a finalement abouti à l'impasse et à la rupture de la conférence, a dit ceci:

Le ministre des Finances...

Il s'agissait de M. Ilsley.

...ne peut dire oui, et il n'a pu répondre qu'un non catégorique à toutes les propositions qu'on lui a soumises.

Plus tard, soit le 2 mai, après que le premier ministre d'Ontario d'alors eut soumis d'autres propositions, le premier ministre Douglas a fait une déclaration révélatrice qui nous a permis de décider qui se montrait intransigeant et qui était prêt à négocier. Sa déclaration figure à la page 634 des délibérations de la conférence. Voici, entre autres choses, ce qu'il a dit:

Je veux rappeler, en passant, à ceux qui sont pessimistes quant au résultat de la conférence, que l'Ontario a considérablement modifié ses demandes depuis le mois de janvier dernier.

Je rapporte ces extraits en passant, monsieur l'Orateur, afin de nous permettre de juger si oui ou non les provinces, et en particulier une ou deux d'entre elles, sont responsables de l'échec de la conférence, comme on l'a prétendu. Je le fais parce que ces citations démontrent clairement que c'est franchement le gouvernement fédéral qui est responsable de cet échec.

Cela étant, on ne saurait pardonner au gouvernement fédéral de ne pas avoir convoqué de nouveau la conférence, vu surtout que presque toutes les provinces en avaient fait la demande par écrit, parce qu'elles voulaient régler certaines questions importantes et pressantes qui étaient depuis longtemps en souffrance. Aucune province n'a plus besoin que la nôtre,—la Colombie-Britannique,—que les pourparlers reprennent et que les questions de détail se règlent. Chaque province désire la reprise de la conférence. Pour s'en persuader, on n'a qu'à consulter le Livre blanc qui renferme la correspondance échangée depuis l'exposé budgétaire de 1946 sur l'importante question des accords fiscaux avec les provinces. Je désire mentionner de nouveau les observations du premier ministre de la Saskatchewan, et dont le texte figure dans ce document. Le 12 juillet 1946, il a adressé au premier ministre du Canada un télégramme qui contient le passage suivant:

Proposons donc de convoquer de nouveau la conférence fédérale-provinciale en vue d'établir un programme de sécurité sociale d'envergure nationale.

Les premiers ministres de la Nouvelle-Écosse et de l'Île du Prince-Édouard ont souvent conseillé la reprise de la conférence. La dépêche du premier ministre Jones et la réponse de celui qui était alors premier ministre du Canada montrent bien, à mon avis,